

Brochure n° 3177

Convention collective nationale

IDCC : 275. – **TRANSPORT AÉRIEN**
(Personnel au sol)

AVENANT « SALAIRES » N° 81 DU 10 JUIN 2009

NOR : ASET0950651M

IDCC : 275

Les parties signataires du présent avenant entendent poursuivre la démarche engagée depuis plusieurs années afin de conforter la grille salariale de la convention collective nationale du transport aérien, personnel au sol, comme base de référence pour les entreprises de la branche professionnelle et assurer au minimum le maintien du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés sur la base des salaires minima conventionnels.

Article 1^{er}

Revalorisation des salaires minima au 1^{er} juillet 2009

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} juillet 2009.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
160	1 342
165	1 347
170	1 353
175	1 369

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
180	1 383
185	1 399
190	1 415
195	1 432
200	1 449
210	1 480
215	1 497
220	1 516
235	1 636
245	1 683
260	1 783
270	1 850
290	1 983
295	2 016
300	2 114
360	2 450
420	2 849
510	3 449
600	4 049
750	5 050

Article 2

Indemnité de panier

L'indemnité de panier calculée sur le principe de l'article 2 de l'avenant n° 72 est fixée à 5,60 € à compter du 1^{er} juillet 2009.

Conformément à l'alinéa 1 de l'article 3 de l'avenant n° 71, les salariés qui à la date de sa signature avaient déjà bénéficié d'une indemnité de panier d'un montant de 6 € conservent à titre individuel le bénéfice de ce montant.

Article 3

Clause de non-dérogation

En vertu de l'article L. 2253-3 du code du travail, les conventions ou accords d'entreprise ne peuvent comporter des clauses dérogeant au présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Clause de revoyure

Les parties conviennent de se réunir au cours du dernier trimestre 2009 pour étudier l'opportunité de compléter le présent avenant, au regard de l'évolution du pouvoir d'achat sur l'année 2009.

Article 5

Début des négociations salariales 2010

Les parties conviennent d'ouvrir les négociations salariales 2010 au plus tard au mois de février 2010.

Article 6

Mise en œuvre

Le présent avenant est applicable à l'ensemble des entreprises adhérentes à une organisation patronale signataire du présent avenant.

Les dispositions du présent avenant seront applicables aux autres entreprises couvertes par la convention collective nationale du transport aérien personnel au sol 1 jour franc suivant la publication de l'arrêté ministériel d'extension du présent avenant.

Article 7

Organisation du droit d'opposition

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ du présent accord disposent d'un délai de 15 jours pour exercer leur droit d'opposition dans les conditions prévues par la législation et la jurisprudence, à compter de la notification de l'avenant, conformément aux dispositions de l'article L. 2232-6 du code du travail.

Article 8

Formalités de dépôt et d'extension

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 2261-24 et suivants dudit code.

Fait à Paris, le 10 juin 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération nationale de l'aviation marchande.

Syndicats de salariés :

FNEMA CFE-CGC ;

Fédération générale des transports CFTC ;

Fédération de l'équipement, de l'environnement des transports et des services CGT-FO.